

PELLETIER, Philippe. *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*. Paris, CNRS Éditions, Coll. « Espaces & Milieux », 1997, 400 p.

Bernard Bernier

Volume 30, numéro 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, B. (1999). Compte rendu de [PELLETIER, Philippe. *La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon*. Paris, CNRS Éditions, Coll. « Espaces & Milieux », 1997, 400 p.] *Études internationales*, 30(2), 454-456. <https://doi.org/10.7202/704049ar>

La Japonésie. Géopolitique et géographie historique de la surinsularité au Japon.

PELLETIER, Philippe. Paris, CNRS Éditions, Coll. « Espaces & Milieux », 1997, 400 p.

Dans cet excellent livre, Philippe Pelletier, maître de conférence à l'Université Lumière-Lyon II, déconstruit le truisme de l'unicité et de la totalité japonaise à l'aide de ce qu'il appelle la surinsularité. Il montre comment s'est construite historiquement la délimitation du territoire et des frontières de ce qui est devenu peu à peu le Japon. Sa démonstration, convaincante, se fonde sur le caractère ambigu de la frontière, à commencer par celle avec les territoires du nord (Tôhoku, puis Hokkaidô), conquis graduellement par le royaume de Yamato, puis par les autorités shogounales successives, et enfin par le gouvernement de Meiji. Ces territoires du nord, habités par des populations diverses, dont les Aïnous, qui ont été tour à tour définis comme étrangers, comme barbares puis comme minorité asservie, ont graduellement changé de statut, de territoire extérieur au royaume à une sorte de colonie, puis finalement au statut de préfecture « spéciale » (-*dô* plutôt que *ken*). La surinsularité, qui apparaît au sein même des « quatre grandes îles » du pays (avec la place particulière de Hokkaidô), est encore plus claire dans le cas de ces centaines d'îles, habitées ou non, qui entourent le Japon et qui le lient par des routes maritimes, au sud, à Taiwan et à l'Asie du Sud-Est, à la Corée, à la Chine continentale, aux îles du Pacifique (Mariannes, Guam et autres îles de la Micronésie), au nord, aux Aléou-

tiennes et à l'Alaska, à Sakhaline et à la péninsule de Kamchatka. Ces îles dont plusieurs ont eu pendant longtemps un statut ambigu, ni incluses dans le royaume ni exclues, ont été définies de plus en plus, à partir de la période Edo (1600-1867) et surtout dans la construction du Japon moderne à partir de Meiji (1868), comme partie du territoire national. Leur inclusion s'est opérée sur fond de mouvement dialectique entre intégration et marginalisation.

Le livre débute par une présentation générale de la « multiplicité insulaire japonaise » (chapitre I). Suit un long exposé historique de la construction territoriale du Japon, de la préhistoire (chapitre II) au Japon expansionniste du ^{xx}e siècle (chapitre V), en passant par la période de gouvernement impérial se terminant en 1185 et par la période de gouvernements de guerriers (chapitres III et IV). Ce qui ressort de cet exposé, c'est que l'existence du Japon comme pays ne doit rien à la nature, bien que le caractère insulaire du pays ait influencé et la façon dont le pays s'est construit à travers des politiques diverses et les contacts avec des entités définies comme extérieures. Cet exposé montre aussi comment l'intérieur s'est agrandi aux dépens de l'extérieur, dans le nord, face aux Aïnous et autres populations, dans le sud face aux populations du sud de Kyûshû et des îles Ryûkyû (Okinawa). Cet exposé savant est fondé sur une vaste documentation et comporte des discussions terminologiques et philologiques qui pourraient rebuter des non-spécialistes. Cependant, la preuve ainsi construite est solide, malgré les failles de la documentation soulignées clairement par l'auteur.

Le reste du livre porte sur la situation contemporaine : exemples des bases militaires à Okinawa et d'un projet abandonné, pour cause de protestation locale, de construction d'une base d'entraînement américaine dans l'île de Miyake, dans l'archipel de Izu (chap. vi), les litiges insulaires actuels, c'est-à-dire celui avec la Chine portant sur les îles Senkaku ou Diaoyutai, celui avec la Corée autour de Takeshima et celui avec la Russie sur les Kouriles du sud (chap. vii), suivi par un chapitre synthétique de conclusion sur la surinsularité comme fondement de la puissance japonaise.

Pelletier part d'une opposition, constitutive du Japon, entre le « centre », surtout limité aux trois îles de Honshû, Kyûshû et Shikoku, fondé sur la riziculture irriguée, base de la royauté et des pouvoirs successifs, et d'une « périphérie » variable selon les époques, constituée des régions non agricoles de Hokkaidô et des îles plus ou moins éloignées. Il note le caractère ambivalent de ces zones périphériques pour le pouvoir central, zones impures, dangereuses, marginales, mais tout de même essentielles au centre. Il souligne avec force le double rôle des îles extérieures comme zones de protection des grandes îles, comme tampon (c'est là leur fonction intérieure), et comme lien à l'extérieur (fonction extérieure). Les dirigeants de ce Japon qui s'est peu à peu construit ont insisté alternativement sur l'un ou l'autre de ces aspects dépendant de la conjoncture des relations avec des entités politiques extérieures et de leur propre politique. Mais à toutes les périodes, même pendant celle dite de fermeture du pays sous les Tokugawa entre 1640 et 1853, les îles ont continué de jouer ce double

rôle : l'auteur souligne entre autres le rôle de Tsushima et des Ryûkyû à cette période dans le commerce avec la Corée et la Chine.

La période moderne qui débute avec la restauration de Meiji de 1868 en est une de clarification des frontières nationales et d'unification du territoire, mais c'est aussi paradoxalement une période d'expansion coloniale. Au moment où se précisent les frontières du pays, les dirigeants du pays amorcent une politique d'expansion territoriale qui vient de nouveau brouiller les frontières du pays. Pelletier montre comment cette expansion doit beaucoup à l'orientation surinsulaire du Japon : en effet, elle s'est orientée en bonne partie sur des îles dont la valeur économique était faible (entre autres, la Micronésie). Il en donne pour preuve additionnelle l'attaque maritime contre les États-Unis en 1941 que l'État-major a préféré à une attaque terrestre contre la Russie en Mandchourie.

L'auteur présente clairement, si l'on peut dire, les multiples ambiguïtés des litiges territoriaux actuels du Japon. Il note la difficulté de prouver par l'histoire, la géographie ou les liens culturels l'appartenance de ces territoires à l'une ou l'autre des parties en présence. Il souligne aussi, contre les juristes, « que le droit n'est que le résultat d'un rapport de forces, instauré sur le terrain et dans les coulisses » (p. 268). Les limites du plateau continental, les appartenances historiques, les eaux territoriales, critères qui sont utilisés par l'une ou l'autre des parties pour justifier son droit territorial contre les autres, sont en fait sujet à de nombreuses interprétations et dépendent souvent de la force

ou des appuis politiques ou militaires qu'un pays peut mobiliser face aux autres. Il souligne enfin « l'absurdité du principe des « frontières naturelles » même appliqué à un espace maritime qui séparerait « naturellement » deux pays » (p. 310), montrant que les lieux naturels ont une utilisation changeante dans ce domaine et que la frontière est un lieu historique à géométrie variable.

Le livre, bien que comportant quelques coquilles, est bien présenté. Les cartes et quelques photos aident à la compréhension du texte. L'argumentation, bien que complexe et fondée sur quelques néologismes (par exemple la surinsularité), est claire. Les éléments de « preuve » sont nombreux et bien agencés. Il y a toutefois quelques erreurs et quelques points discutables qui méritent d'être soulignés. Premièrement, Charles Quint n'était pas de la famille des Quint (quint signifie ici cinq), mais de celle des Habsbourg (p. 106). Deuxièmement, Ôkubo Toshimichi est mentionné à la p. 340 comme originaire de Chôshû, alors qu'il est de Satsuma (notons que ce point est présenté correctement ailleurs dans le livre). Troisièmement, contrairement à ce qui est écrit dans le livre (p. 336), les autorités américaines ne savaient pas qu'il y aurait attaque à Pearl Harbor en décembre 1941 ; les Américains avaient bien brisé le code diplomatique japonais et donc ils auraient pu savoir, par le message envoyé de Tokyo à l'ambassade japonaise à Washington, que les Japonais étaient sur le point d'attaquer, mais parce que l'attaque a eu lieu un dimanche et qu'il y avait un personnel réduit dans les services s'occupant de déchiffrer les messages japonais, le décodage n'a pas eu lieu à

temps. Quatrièmement, l'argumentation liant l'expansionnisme japonais des années 1895-1945 à la situation géographique des domaines féodaux d'où étaient issus les dirigeants de Meiji est fortement discutable et mériterait au minimum un examen beaucoup plus poussé.

Malgré ces points plus faibles, ce livre remarquable mérite qu'on le lise, en particulier parce qu'il examine critiquement et contribue à discréditer plusieurs poncifs de la littérature ancienne et moderne sur le Japon.

Bernard BERNIER

*Département d'anthropologie
Université de Montréal*

CANADA

Direct Intervention Canada-France Relations 1967-1974.

*BLACK, Eldon. Ottawa, Carleton
University Press, 1997.*

Au cours de l'été de 1967, le président de la France est intervenu directement dans la politique nationale canadienne, d'où le titre du livre. Bien que le livre porte sur les relations entre les deux pays de 1967 à 1974, dix-huit des vingt chapitres traitent des relations entre les deux pays jusqu'en 1971. Le fait que l'on attire si peu l'attention sur les trois dernières années est dû en grande partie à la normalisation des relations entre les deux pays.

L'auteur, Eldon Black, a été ministre et le numéro deux à l'ambassade canadienne à Paris de novembre 1967 à avril 1971 ; ensuite, jusqu'à 1974, il était responsable des relations européennes au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. Le livre